

ici en subvenant aux besoins des jeunes gens et des jeunes fille pendant l'hiver et en leur accordant un octroi pour l'été. C'est ce qu'ils firent pendant 10 ans et après avoir démontré la façon de procéder ils assumèrent que des Canadiens avaient retenu l'exemple. Cette méthode réussit d'une façon admirable. Il doit y avoir au Canada quarante ou cinquante personnes qui ont connu ce système. Nous n'avons jamais réussi, par l'intermédiaire de l'Institut d'études arctiques ou de qui que ce soit d'autre, à instaurer cette forme très simple d'organisation. Nous le faisons pour des étudiants de Bornéo, d'Afrique ou d'Amérique latine. Ils reçoivent de bons octrois et font du bon travail, mais ils retournent chez eux. Nous ne l'avons jamais fait au Canada pour de jeunes Canadiens qui veulent aller dans le Nord faire des recherches.

Une tentative a été faite en relation avec le Centenaire. Comme plusieurs d'entre nous se rappellent, il y eut des bénéfices postérieurs à l'Exposition britannique de 1851. A cette époque, une partie de ce surplus fut mise de côté et pendant plusieurs générations, des institutions britanniques en ont bénéficié sous forme de bourses de recherches. Quelques-uns d'entre nous ont communiqué avec le Gouvernement canadien en alléguant que même si les Territoires du Nord-Ouest n'ont eu à date aucun centenaire culturel à célébrer, nous pouvions promettre qu'il y aurait une occasion de faire des célébrations d'ici 100 ans si l'on consacrait un certain montant d'argent à la recherche. Nous avons donc demandé au gouvernement de mettre de côté un capital de \$2 millions ou \$3 millions dont les intérêts annuels seraient consacrés à ce genre de bourses de recherches suivant l'exemple donné par Carnegie, et celui de 1851.

Nous avons travaillé très fort pendant une année et essayé de rejoindre tous ceux que nous pouvions, mais le dossier resta finalement dans un tiroir et ne parvint jamais au Cabinet. Ce fut la fin de toute l'affaire.

Le président: Vous avez commis l'erreur de ne pas venir me voir.

Le sénateur Grosart: C'est en plein cela, monsieur le président. Ceci illustre mon point de vue, parce que, si je comprends bien, vous avez fait le tour des bureaux de politiciens.

M. Lloyd: Non monsieur, nous avons reçu de nombreux conseils à ce sujet. Je suis novice dans la politique. Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait deux niveaux d'approche, le niveau professionnel et le niveau administratif.

Je regrette, en fait, que le projet ne soit pas parvenu au bureau du sénateur Lamontagne après en avoir souvent été si près. Le problème tient au fait qu'il n'y a pas d'appui financier donné aux bons étudiants universi-

taires qui ont besoin de formation dans plusieurs des domaines de recherche dont on a besoin dans le Nord.

Le sénateur Grosart: Ceci semble appuyer la suggestion qu'une représentation collective du monde scientifique s'incorpore au mécanisme de sorte que si un tel organisme refuse votre demande, vous sachiez au moins que ce sont vos collègues qui vous ont dénié ce montant de \$2 millions ou \$3 millions au lieu d'avoir à nous dire que votre insuccès vient du niveau de la Fonction publique ou du niveau politique.

Le président: Peut-être était-ce M. John Fisher qui a dit non.

M. Lloyd: Non, c'était rendu plus loin que cela. Le projet était sur le bureau de l'un de vos collègues.

Le sénateur Haig: Monsieur le sénateur, vous devriez peut-être abandonner ce sujet pendant que vous avez encore une avance.

Le président: J'aimerais poser une dernière question. Il se fait tard. Je pense que cette question concerne les trois groupes qui sont ici. Croyez-vous qu'en ce moment nous faisons assez de recherche au Canada dans le domaine des transports? Ceci vous touche évidemment de plus près.

M. Lloyd: Le brigadier Love voudra peut-être ajouter des remarques à ce que je vais dire. Il y a cinq ans, l'Institut d'études arctiques et ses amis du Gouvernement ont réalisé qu'une très grande partie de l'argent affecté à la recherche dans le nord du Canada était consacré aux transports. Le second problème venait du fait que tout développement dans le Nord canadien dépend en dernier ressort de la recherche. Quand on demande à un organisme gouvernemental d'en faire rapport, on nous répond «Prenez l'avion» ou «Voyagez toujours par brise-glace» ou encore «Utilisez l'auto-neige» suivant l'organisme auquel on s'adresse.

On nous a enjoint d'essayer de mettre en œuvre un projet de recherche hors des cadres du gouvernement, mais avec son encouragement. Le Brigadier Love en prit la responsabilité. Il entra en contact avec l'industrie canadienne dans l'espoir de travailler à ce projet sans l'aide des deniers publics pour être totalement exempt de préjugés. Je crois qu'il réussit à recueillir \$80,000 pour mener une étude indépendante sur les moyens de transport.

Nous avons besoin de plusieurs centaines de milliers de dollars. Après avoir épuisé le montant de l'industrie privée, nous avons cessé nos recherches. Nous n'avons pas réussi à obtenir le reste de l'argent du Gouvernement bien que je pense que nous ayons frappé aux bonnes portes.